

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 VALENCE

Valence, le 27/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Entrepôt FITER

ZI des Combeaux
17 rue Irène Joliot Curie
26500 Bourg-lès-Valence

Référence : 20231123-RAP-DAEN1071
Code AIOT : 0010300107

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2023 dans l'établissement Entrepôt FITER implanté ZI des Combeaux 17 rue Irène Joliot Curie 26500 Bourg-lès-Valence. L'inspection a été annoncée le 26/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Entrepôt FITER
- ZI des Combeaux 17 rue Irène Joliot Curie 26500 Bourg-lès-Valence
- Code AIOT : 0010300107
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entrepôt FITER est composé de 3 cellules de stockage de matières combustibles en mélange. L'intérieur et l'extérieur ont été contrôlés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative
- suites de l'inspection précédente non clôturées
- risques accidentels

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, une lettre de suites sera transmise avec une demande de mise en œuvre d'action corrective dans un délai donné. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Délais
NC1_2016 – Puissance total atelier de charge	Arrêté Préfectoral du 26/11/2002, article 1	lettre de suite	31/12/2023
NC1_2023 – Vérification foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Section III – art 21	lettre de suite	28/02/2024
NC5_2016 – VLE hydrogène	Arrêté Préfectoral du 26/11/2002, article 8.8 de l'annexe	lettre de suite	28/02/2024
NC2_2023 - Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I.	lettre de suite	30/06/2024
NC3_2023 - Etat des stocks synthétique	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I.	lettre de suite	30/06/2024
NC4_2023 – Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.6.1.	lettre de suite	28/02/2024
NC5_2023 - By-pass séparateur hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 26/11/2002, article 4.3.3 de l'annexe	lettre de suite	30/06/2024
NC6_2023 – Rétention des eaux incendie	Arrêté Préfectoral du 26/11/2002, article 4.7.4 de l'annexe	lettre de suite	31/12/2023
NC7_2023 – Voie engins	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 3.2.	lettre de suite	30/06/2024
NC8_2023 – Installations électriques et PV	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 15.	lettre de suite	30/06/2024
NC9_2023 – Vérification matériel	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 22.	lettre de suite	28/02/2024
NC10_2023 – Surveillance et contrôle des accès	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 25.	lettre de suite	30/06/2024
NC11_2023 – Murs coupe-feu	Arrêté Préfectoral du 26/11/2002, article 7.5 de l'annexe	lettre de suite	30/06/2024
NC12_2023 – Poteaux incendie	Arrêté Préfectoral du 26/11/2002, article 6.4.2 de l'annexe	lettre de suite	30/06/2024
NC13_2023 – Rétention des produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 26/11/2002, article 4.7.2 de l'annexe	lettre de suite	28/02/2024

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire
NC2_2016 – Foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Section III
Travaux foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Section III – art 20
NC3_2016 – Compte-rendu exercice incendie	Arrêté Préfectoral du 26/11/2002
NC4_2016 – Détection hydrogène	Arrêté Préfectoral du 26/11/2002, article 8.8 de l'annexe
NC7_2016 – Permis de feu	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II> 4.6
NC8_2016 – N° procédure alerte	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II> 4.7
Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 26/11/2002, article 1
Accessibilité au site	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 3.1.
Rétention des eaux incendie	Arrêté Préfectoral du 26/11/2002, article 7.6 de l'annexe
Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 2.

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'entrepôt est bien tenu et l'exploitant a conscience des enjeux de sécurité de son site. Des améliorations en matière de traçabilité des contrôles doivent être apportées. Il devra veiller à bien prendre en compte les évolutions de réglementation relatives à l'état des stocks et au plan de défense incendie.

2-4) Fiches de constats

NC1_2016 – Puissance total atelier de charge

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2002, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature
Prescription contrôlée : Demande suite à la visite du 09/02/2016 : préciser la puissance totale de l'atelier de charge des accumulateurs et démontrer le dimensionnement correct de la ventilation associée.
Constats : L'exploitant n'a pas relevé la puissance des postes de charges d'accumulateurs. Il a présenté un rapport de l'APAVE de juin 2016 justifiant du calcul de dimensionnement de la ventilation présente dans le local de charge de la cellule B. L'exploitant doit transmettre la puissance des postes de charge d'accumulateurs en kW et se positionner sur la rubrique 2925 d'ici le 31/12/2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : lettre de suite

NC2_2016 – Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Section III
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Prescription contrôlée :

<p>Demande suite à la visite du 09/02/2016 : indiquer à l'inspection si une ARF et une Étude Technique Foudre ont été réalisées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.</p>
<p>Constats : Par courrier du 25/07/2016, l'exploitant a transmis l'analyse du risque foudre réalisée par l'APAVE le 11/10/2012 et l'étude technique foudre du 11/10/2012 par l'APAVE. Le devis validé du 25/07/2016 de RHONE ALPES PARATONNERRE pour les travaux de mise en conformité des installations de protection contre la foudre, a aussi été fourni.</p> <p>L'exploitant a répondu à la demande.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Travaux foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Section III – art 20</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Foudre</p>
<p>Prescription contrôlée : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations « à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000, 2000 ou 4000 » autorisées à partir du 24 août 2008 « et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1^{er} septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022 », pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.</p>
<p>Constats : voir point de contrôle suivant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

NC1_2023 – Vérification foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Section III – art 21</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Foudre</p>
<p>Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>[...] Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.</p>

<p>La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois « après un impact de foudre », par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois « après la vérification ».</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare le vol du maillage du dispositif de protection contre la foudre le 25/09/2023 ainsi que de l'antenne paratonnerre (vu déclaration de vol). Il a présenté un devis de la société INDELEC du 11/10/2023 pour la remise en conformité. Il indique être dans l'attente de la validation du montant par son assureur.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a présenté le rapport de contrôle de l'APAVE pour la vérification complète des installations de protection contre la foudre du 07/10/2022. Deux écarts étaient constatés. Il a présenté le rapport d'intervention de INDELEC du 21/03/2023 pour la levée des deux écarts.</p> <p>L'inspection a constaté la présence de 4 compteurs de coups de foudre (indice 0). L'exploitant indique faire des rondes après chaque épisode orageux pour vérifier l'absence d'impact foudre.</p> <p>L'exploitant transmettra les rapports de travaux pour la remise en conformité et le rapport de vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre d'ici le 28/02/2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : lettre de suite</p>

NC3_2016 – Compte-rendu exercice incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2002</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Exercice incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Demande suite à la visite du 09/02/2016 : établir un compte rendu après chaque exercice de défense contre l'incendie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 25/07/2016, l'exploitant a transmis des comptes-rendus de formation ESI et EPI du 24/06/2016 et 01/07/2016. Ces comptes-rendus n'indiquent pas les points forts et les points faibles rencontrés lors de l'exercice, ni le retour d'expérience.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant indique faire des exercices d'évacuation régulièrement. Il ne fait pas de compte rendu.</p> <p>Il conviendrait que l'exploitant tire un retour d'expérience des exercices incendie réalisés. Il peut être intéressant de faire un compte rendu indiquant les points faibles et ceux à améliorer.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

NC4_2016 – Détection hydrogène

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2002, article 8.8 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Atelier de charge d'accumulateurs
Prescription contrôlée : Demande suite à la visite du 09/02/2016 : prévoir la vérification périodique du système de détection d'hydrogène dans le local de charge
Constats : Par courrier du 25/07/2016, l'exploitant a transmis un devis validé du 22/04/2016 de la société GLOBALMOTIC pour la vérification biannuelle de la détection hydrogène. L'exploitant a répondu à la demande.
Type de suites proposées : Sans suite

NC5_2016 – VLE hydrogène

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2002, article 8.8 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Atelier de charge d'accumulateurs
Prescription contrôlée : Pour les parties de l'installation équipées de détecteur d'hydrogène, le seuil de la concentration limite en hydrogène admise dans le local sera pris à 25 % de la L.I.E. (limite inférieure d'explosivité), soit 1 % d'hydrogène dans l'air. Le dépassement de ce seuil devra interrompre automatiquement l'opération de charge et déclencher une alarme. Pour les parties de l'installation identifiées au point 8.6 non équipées de détecteur d'hydrogène, l'interruption des systèmes d'extraction d'air (hors interruption prévue en fonctionnement normal de l'installation) devra interrompre automatiquement, également, l'opération de charge et déclencher une alarme. Demande suite à la visite du 09/02/2016 : indiquer à l'inspection la valeur fixée pour la concentration limite en hydrogène dans le local.
Constats : L'exploitant a transmis un certificat d'étalonnage de la société Globalmotic du 14/06/2023. Il indique que les capteurs sont étalonnés à 15 %, 25 % et 50 % de la LIE. Il n'est cependant pas précisé les actions mises en œuvre par les concentrations détectées. L'exploitant doit justifier que la détection à 25 % de la LIE interrompt automatiquement les opérations de charge du local et déclenche une alarme sonore ou visuelle d'ici le 28/02/2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : lettre de suite

NC7_2016 – Permis de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II> 4.6
Thème(s) : Risques accidentels, Permis de feu
Prescription contrôlée : Demande suite à la visite du 09/02/2016 : prévoir de tracer sur le permis de feu, la levée de doute qui doit être effectuée post intervention.

<p>Constats : Par courrier du 25/07/2016, l'exploitant a transmis un permis de feu FM global non renseigné comportant une partie pour la vérification post intervention.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté un permis de feu du 14/09/2023. La traçabilité de la levée de doute post-travaux est assurée.</p> <p>L'exploitant a répondu à la demande.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

NC8_2016 – N° procédure alerte

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II> 4.7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Alerte</p>
<p>Prescription contrôlée : Demande suite à la visite du 09/02/2016 : mentionner le numéro d'astreinte sur la procédure d'alerte</p>
<p>Constats : Par courrier du 25/07/2016, l'exploitant a transmis un schéma d'alerte avec un n° d'astreinte.</p> <p>L'exploitant a répondu à la demande.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Situation administrative

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2002, article 1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature</p>
<p>Prescription contrôlée : 1510 : Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques.</p> <p>1. Entrant dans le champ de la colonne « évaluation environnementale systématique » en application de la rubrique 39.a de l'annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement ..(A)</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :</p> <p>a) Supérieur ou égal à 900 000 m³ ..(A)</p> <p>b) Supérieur ou égal à 50 000 m³ mais inférieur à 900 000 m³ ..(E)</p> <p>c) Supérieur ou égal à 5 000 m³ mais inférieur à 50 000 m³ .. (DC)</p> <p>Un entrepôt est considéré comme utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature dès lors que la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes.</p> <p>2925 : Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') :</p> <p>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW .. (D)</p>

<p>Arrêté d'autorisation du 26/11/2002 :</p> <p>1510 (E) : 207 360 m³</p> <p>2925 (D) : 45 kW</p> <p>2663 : 200 m³ d'emballage bulle</p>
<p>Constats :</p> <p>1510 : il n'y a pas eu de modification de l'entrepôt ni du type de matières entreposées. L'activité relève toujours de l'enregistrement sous la rubrique 1510.</p> <p>2925 : voir NC1_2016</p> <p>2663 : l'exploitant indique avoir toujours une zone de stockage dédiée (cellule spéciale dans l'entrepôt) pour le stockage du plastique d'emballage expansé. L'inspection a constaté que la quantité est inférieure à 200 m³ au jour de la visite. Depuis la modification de la rubrique 1510, le classement sous la rubrique 2663 est obsolète, cette rubrique étant fusionnée avec la rubrique 1510 dans ce cas.</p> <p>2910 : il n'y a pas d'installation de combustion sur site.</p> <p>1185 : il n'y a pas de groupes froids sur site.</p> <p>4510/4511/4741 : L'exploitant indique avoir quelques m³ de substances dangereuses (eau de Javel diluée, quelques produits ménagers). Les quantités présentes sont de l'ordre de quelques palettes. L'inspection n'a pas constaté la présence de quantités très significatives de produits dangereux.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

NC2_2023 - État des stocks

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p>

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;
Constats : L'exploitant indique disposer d'un état des stocks par nombre d'articles. Il ne dispose pas d'un état des stocks répondant au besoin de la gestion d'un événement accidentel tel que prévu par la nouvelle réglementation.
L'exploitant doit disposer d'ici le 30/06/2024 d'un état des stocks permettant la bonne gestion d'un événement accidentel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : lettre de suite

NC3_2023 - Etat des stocks synthétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I.
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. [...] L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le Code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées. Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.
Constats : L'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks sous format synthétique.
L'exploitant doit disposer d'un état des stocks sous format synthétique permettant de fournir une information vulgarisée d'ici le 30/06/2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : lettre de suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.6.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; - les secteurs collectés et les réseaux associés ; - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). <p>Ces plans sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas de sinistre et sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un plan des réseaux du 30/10/2003. L'exploitant indique qu'aucune modification n'a eu lieu depuis. Le plan est incomplet.</p> <p>Il doit être complété d'ici le 28/02/2024 avec les éléments ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositifs de protection de l'alimentation en eau potable ; - la légende pour les réseaux collectés ; - les vannes et compteurs ; - le réseau eau potable au niveau des bureaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : lettre de suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2002, article 4.3.3 de l'annexe
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement, ou être détruits, et le milieu récepteur ou les égouts extérieurs à l'établissement.</p>
<p>Constats :</p> <p>D'après le plan des réseaux, il apparaît que les réseaux d'eaux pluviales susceptibles d'être pollués situés juste avant le déboureur-séparateur d'hydrocarbures semblent étrangement conçus : il semblerait qu'un by-pass du déboureur-séparateur d'hydrocarbures soit présent.</p> <p>L'exploitant doit vérifier que les eaux pluviales susceptibles d'être polluées soient correctement traitées avant rejet au réseau communal d'ici le 30/06/2024.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : lettre de suite

Accessibilité au site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 3.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Intervention
<p>Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir l'accès dégagé en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.</p> <p>L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation et des conditions d'accès au site.</p>
<p>Constats : Le site dispose de deux accès pompiers distants l'un de l'autre. Ils sont ouvrables avec une clé pompiers, directement par ceux-ci. L'exploitant indique avoir rencontré le SDIS 26 récemment sur site et avoir échangé sur ce sujet avec eux.</p> <p>Les véhicules stationnent sans gêner l'accès.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : NC6_2023 – Rétention des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2002, article 4.7.4 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux incendie
<p>Prescription contrôlée : Un dispositif de confinement des eaux accidentellement polluées, notamment lors de l'extinction d'un incendie ou d'une pollution accidentelle y compris des eaux pluviales, est réalisé avec un volume minimal de 1 500 m³. Ces eaux s'écoulent dans ce dispositif par phénomène gravitaire ou par un dispositif de pompage dont l'efficacité en situation d'accident peut être démontrée.</p> <p>Ce volume est assuré par la fermeture d'une vanne sur le rejet d'eaux pluviales. En période de fonctionnement normal, ce volume est maintenu vide et disponible.</p> <p>Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce dispositif doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement et à partir d'un poste de commande. La vanne doit</p>

également se fermer automatiquement lors du déclenchement de l'alarme du bâtiment ou des têtes d'arrosage du système d'extinction automatique.

Cette vanne doit être signalée par un panneau visible en permanence par les secours avec un message du type : vanne d'isolement – en cas d'incendie, cette vanne doit être fermée – rétention eaux d'extinction, et sa position doit être indiquée.

Constats :

Le confinement des eaux d'incendie est réalisé dans les quais de chargement/déchargement. Une vanne martellière est présente.

L'exploitant déclare que le test de la vanne est fait chaque semaine, lors des démarrages des groupes sprinklers, car la fermeture de la vanne est asservie à leur mise en route. Il indique que l'asservissement n'est actuellement plus fonctionnel. Un audit sur l'origine de la perte d'asservissement est en cours. L'exploitant a présenté le rapport du 25/09/2023 de la société EQUANS pour la recherche de dysfonctionnement de la vanne.

Le test en local de la vanne est concluant. Elle est correctement signalée. Sa position est indiquée.

L'exploitant transmettra d'ici le 31/12/2023 les éléments attestant de la remise en service de l'asservissement de la vanne martellière au sprinkler et de son bon fonctionnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : lettre de suite

Rétention des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2002, article 7.6 de l'annexe

Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux incendie

Prescription contrôlée :

La rétention des eaux d'extinction étant prévue sur les aires extérieures étanches, les descentes d'eau de pluie situées à l'intérieur du bâtiment devront être protégées pour éviter tout écoulement des eaux d'extinction vers ces conduites.

Constats :

La rétention des eaux d'incendie est faite dans les quais revêtus de bitume. Les descentes d'eaux pluviales de toiture sont protégées par des renforts métalliques sur 2 m de haut environ. Il n'y a toutefois pas d'enjeu particulier considérant que les eaux de toiture rejoignent le réseau communal et ne sont pas infiltrées sur site.

Type de suites proposées : Sans suite

Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 2.

Thème(s) : Risques accidentels, Stockages externes

Prescription contrôlée :

III. Les parois externes des cellules de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt.[...]

Constats : Il n'y a pas de stockage de matières combustibles à l'extérieur de l'entrepôt. Il n'y a pas de zone de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt. Ce point est donc sans objet.
Type de suites proposées : Sans suite

NC7_2023 – Voie engins

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 3.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Intervention
Prescription contrôlée : Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour : - la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ; - l'accès au bâtiment ; - l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ; - l'accès aux aires de stationnement des engins. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir cette voie dégagée en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe. Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction.
Constats : Une voie engins est maintenue dégagée sur la périphérie complète du site. Elle permet l'accès au bâtiment. Des rampes d'accès aux cellules sont prévues. La voie engins est susceptible d'être occupée par les eaux d'incendie. L'exploitant doit vérifier que la hauteur d'eaux d'incendie susceptibles d'être stockées est compatible avec l'intervention des secours (20 cm maximum) d'ici le 30/06/2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : lettre de suite

NC8_2023 – Installations électriques et PV

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 15.
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées. A l'exception des racks recouverts d'un revêtement permettant leur isolation électrique, les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, racks) sont mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

<p>[...].Pour tout entrepôt soumis à enregistrement ou autorisation, l'installation d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque est conforme aux dispositions de la section V de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. Cette disposition est applicable aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021. Cette disposition est applicable aux installations existantes et aux autres installations nouvelles pour lesquelles la réglementation antérieure l'exigeait.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport Q18 du 15/03/2023 et le rapport de vérification complète associé de l'APAVE. Le rapport Q18 précise que les installations électriques contrôlées ne présentent pas de risque incendie ou d'explosion. Il n'y a pas eu d'autorisation de coupure et l'ensemble des installations n'a pas été contrôlé, notamment pas de test des dispositifs différentiels DDR.</p> <p>L'exploitant doit faire compléter son contrôle des installations électriques afin que l'ensemble des installations soient contrôlées d'ici le 30/06/2024. Il convient de prévoir la coupure générale du site et la vérification des appareils en hauteur.</p> <p>Il n'y a pas d'installation photovoltaïque sur site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : lettre de suite</p>

NC9_2023 – Vérification matériel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 22.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.</p> <p>L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de contrôle du désenfumage du 11/05/2023 de l'APAVE et le devis du 22/05/2023 de CM2I validé le 16/06/2023 pour les actions correctives. Le rapport de l'APAVE a été transmis en septembre 2023 à l'exploitant. Le délai de rendu est trop long.</p> <p>L'exploitant n'a pas présenté les justificatifs de mise en conformité du désenfumage. Il transmettra le prochain rapport de contrôle du désenfumage d'ici le 30/06/2024.</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de contrôle de la détection incendie de GLOBALMOTIC du</p>

<p>14/06/2023 au 07/07/2023. Le rapport est incomplet (problème de scan probablement). Cependant, le rapport de 2022 a été présenté les détecteurs incendie ont correctement été contrôlés et mis en conformité (vu devis).</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des portes coupe-feu de l'APAVE du 11/05/2023. Le rapport a été transmis à l'exploitant en septembre 2023. Une anomalie est mentionnée. Le délai de remise du rapport est beaucoup trop long par rapport aux enjeux de sécurité. L'exploitant doit voir avec son prestataire afin que le délai soit correct. L'inspection a procédé au test de 3 portes coupe-feu (atelier de charge, intercellule A/B Nord, intercellule B/C Sud). Les tests sont concluants.</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de contrôle semestriel du sprinkler du 25/05/2023 de l'APAVE, le rapport d'entretien du 05/09/2023 de AXIMA, le rapport de travaux de EQUANS du 25/09/2023 pour la levée des écarts. L'exploitant indique ne pas procéder au contrôle triennal des sprinklers. Il transmettra le rapport de contrôle triennale d'ici le 28/02/2024.</p> <p>La procédure d'astreinte a été présentée. Celle-ci fait apparaître qu'en cas de défaillance du sprinkler, un renforcement de surveillance est mis en place (maintien gardien in situ).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : lettre de suite

NC10_2023 – Surveillance et contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 25.
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux.</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'entrepôt. L'accès aux guichets de retrait, s'ils existent, reste cependant possible. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2021.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une télésurveillance ainsi qu'un système de rondes hors heures ouvrées est mis en place. L'astreinte est présente en 20 min sur site. Une levée de doute sur site est faite systématiquement avant appel des services d'incendie et de secours.</p> <p>Les portails sont maintenus ouverts en journée, sans contrôle d'accès. L'exploitant indique qu'ils sont fermés hors heures ouvrées. Il n'y a pas de guichet de retrait.</p> <p>L'exploitant doit mettre en place un contrôle d'accès d'ici le 30/06/2024.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : lettre de suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2002, article 7.5 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Compartimentage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage afin de limiter la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie.</p> <p>Ce compartimentage doit permettre de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre.</p> <p>Pour atteindre cet objectif, les cellules doivent respecter les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les parois qui séparent les cellules de stockage doivent être des murs coupe feu de degré minimum 2 heures . • les percements effectués dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de gaines, sont rebouchés afin d'assurer un degré coupe feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs, • les ouvertures effectuées dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de galeries technique, sont munies de dispositifs assurant un degré coupe feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs, • les portes communicantes entre les cellules doivent être coupe-feu de degré 2 heures (3 heures pour les portes situées entre les cellules 2 et 3) et munies d'un dispositif de fermeture automatique qui doit pouvoir être commandé de part et d'autre du mur de séparation des cellules. La fermeture automatique des portes coupe feu ne doit pas être gênée par des obstacles, • les parois séparatives doivent dépasser d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. La toiture doit être recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Alternativement aux bandes de protection, une colonne sèche placée le long des parois séparatives peut assurer cette protection sous réserve de justification, • si les murs extérieurs n'ont pas un degré coupe feu 1 heure, les parois séparatives de ces cellules sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 1 mètre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi.
<p>Constats :</p> <p>L'entrepôt est constitué de 3 cellules de stockages principales et une petite cellule dédiée au stockage de papier bulle en plastique.</p> <p>L'inspection a constaté la présence de parois béton toutes hauteurs au droit des intercellules. Des dépassements d'un mètre en façade et d'un mètre en toiture sont présents également. Les portes intercellules contrôlées sont EI 120. Les passages de câbles/gaines sont rebouchés correctement. Il n'y a pas de colonne sèche sur site. Un mur en béton sur 4 m de haut est présent sur la paroi Nord-Est des cellules A et B.</p> <p>L'exploitant a présenté des PV relatifs aux caractéristiques coupe-feu des matériaux employés mais n'a pas pu justifier du degré coupe-feu des murs intercellules. Il doit justifier d'un degré coupe-feu des murs intercellules de degré minimum 2 h d'ici le 30/06/2024.</p> <p>Les bandes de protection en toiture de part et d'autre des murs intercellules sont présentes sur 5 m de large mais sont en très mauvais état. Elles ne peuvent plus remplir leur fonction correctement. L'exploitant doit les remettre en état d'ici le 30/06/2024.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : lettre de suite
--

NC12_2023 – Poteaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2002, article 6.4.2 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Intervention
Prescription contrôlée : [...]. De 5 poteaux d'incendie répartis aux abords de l'établissement (débit unitaire 1 000 l/mn). Le débit disponible sur ces poteaux devra être de 300 m ³ /h pendant au moins 2 heures. Les installations de protection contre l'incendie seront correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles feront l'objet de vérifications périodiques par un technicien qualifié.
Constats : 4 poteaux incendie sont présents sur la voie publique autour du site. Les diagnostics de protection incendie des poteaux n° BLV-A79 du 19/05/2021 et n°BLV-AZ207,BLV-AZ208, BLV-AZ209 du 04/03/2022 indiquent des débits unitaires respectifs de 201 m ³ /h, 170 m ³ /h, 170 m ³ /h et 120 m ³ /h. Le débit simultané n'a pas été contrôlé. L'exploitant doit justifier d'un débit simultané de 300 m³/h pendant au moins 2 h d'ici le 30/06/2024 et il doit disposer de 5 poteaux incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : lettre de suite

NC13_2023 – Rétention des produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2002, article 4.7.2 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Pollution
Prescription contrôlée : Les unités, parties d'unité, stockages fixes ou mobiles à poste fixe de produits dangereux devront être équipés de capacités de rétention dont le volume utile devra être au moins égal à la plus grande de deux valeurs suivantes : - 100 % du plus grand réservoir ou appareil associé, - 50 % de la quantité globale des réservoirs ou appareils associés. Pour le stockage de lubrifiant ou de produit non inflammable en récipient de capacité unitaire inférieure ou égale à 200L, ce volume utile peut être réduit à 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 600 L. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.
Constats : Les quelques palettes de produits dangereux stockés dans la cellule A (Est), tel que hypochlorite de sodium ou détergent ne sont pas sous rétention. L'exploitant doit placer sous rétention les produits dangereux susceptibles de créer une pollution d'ici le 28/02/2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : lettre de suite